

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 23 février 2023

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 23-78

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARREFOUR STATIONS SERVICE

Avenue de l'Île Germaine
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 février 2023 dans l'établissement CARREFOUR Station Service implanté Avenue de l'Île Germaine à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS (10120). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR STATION SERVICE
- Av. de l'Île Germaine, SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS (10120)
- Code AIOT dans GUN : 0005702267
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation est une station service soumise au régime de déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 1435 (Distribution de carburant) et 4734 (stockages enterrés de carburants).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle périodique
- Suite courrier DREAL du 4 mai 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en connaissance des quantités de gaz en bouteilles stockées sur son site.

La vente de ces bouteilles est assurée par une société tierce.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité pour ce dernier de connaître les quantités de gaz présentes sur son site afin de justifier de son classement vis-à-vis de la rubrique 4718-1.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Suivi des non-conformités majeures	Code de l'environnement du 14/07/2010, article R.512-59-1	/	Lettre de suite
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	/	Lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est soumis au régime de déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 1435 (Distribution de carburant) et 4734 (stockages enterrés de carburants).

Le jour de la visite l'exploitant a présenté les rapports de contrôle pour les rubriques précitées établis suite à la visite de l'organisme agréé du 4 octobre 2022 et édité le 3 novembre 2022. Les 2 rapports laissent apparaître des non-conformités majeures.

Au vu de la date de réception de ces rapports et en application de l'article R.512-59-1, l'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires visées à l'article R.512-59-1 du Code de l'Environnement ;

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi des non-conformités majeures

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article : R.512-59-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Prescription contrôlée : Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier. Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures. Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite. L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants : <ul style="list-style-type: none">1° s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;2° s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;3° si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant. Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.
Constats : Le jour de la visite l'exploitant a présenté le rapport de contrôle pour la rubrique 1435 et pour la rubrique 4734 établi suite à la visite de l'organisme agréé du 4 octobre 2022 et édité le 3 novembre 2022. Les 2 rapports laissent apparaître des non-conformités majeures.
Observations : L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de la date à laquelle l'exploitant a pris connaissance de ces rapports, aussi il n'est pas possible de vérifier si le délai mentionné à l'alinéa 1 est dépassé. Toutefois, certaines des non-conformités rapportées sont en passe d'être corrigées (voir point contrôle suivant) L'inspection des installations classées propose un courrier préfectoral afin de rappeler à l'exploitant ses obligations
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : Non

Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4
Thème(s) : Dossier installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ;- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;- les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : L'exploitant a déclaré faire appel à un prestataire extérieur afin de constituer le dossier d'installation classée visé au 1.4 de l'AMPG et dans le courrier DREAL du 4 mai 2021. Le devis relatif à cette prestation a été présenté en séance.
Type de suites proposées : sans
Proposition de suites : non